

## **BOUCHES DU RHÔNE**

### **DECLARATION LIMINAIRE DES REPRESENTANTS DE SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES AU CTL DU 6 DECEMBRE 2012**

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour un CTL dont l'ordre du jour est l'amélioration des conditions de travail des personnels de la DRFiP des Bouches du Rhône,  
Si la situation n'était pas si dramatique dans les services, cet ordre du jour porterait à rire puisqu'il s'accompagne en même temps d'une nouvelle saignée d'emplois (2023 au niveau national et 44 au plan local).

Cette forme de cynisme est malheureusement devenue coutumière dans notre administration !

Tout le travail effectué par les représentants des personnels et les agents dans les différentes instances départementales trouve ses limites dans l'absence délibérée de réponses aux préoccupations et dangers encourus au quotidien par ces derniers.

Il est trop facile pour la direction de dédouaner Madame Suire-Reisman de sa responsabilité administrative et pénale, en refusant systématiquement de reconnaître la détérioration incessante des conditions de travail.

Pour en revenir plus précisément à l'ordre du jour, nous dénonçons solennellement la démarche de l'administration qui consiste à masquer les conséquences désastreuses de sa politique de destruction de l'emploi public à la DGFIP.

En 2012, lors de la phase de recensement du DUERP, les prétendues directives de la direction en matière de concertation des agents n'ont pas été entendues partout et de la même façon...

**Le parti pris de la directrice de ne coter aucun risque en « risque intolérable » est particulièrement inacceptable au regard de certaines situations dramatiques que nous avons connues dans ce département !**

C'est une des raisons essentielles qui a conduit les organisations syndicales à émettre un avis défavorable unanime lors de la présentation de ce document en séance plénière du CHS-CT.

La simple mise en ligne sur le site d'ULYSSE du guide de prévention des risques psychosociaux est certes nécessaire mais loin d'être suffisante.

A ce titre, la formation CVT a dû être suspendue en raison de la levée de boucliers des participants (A+ et A encadrants) que la direction veut rendre responsables des conséquences de la pénurie d'emplois dans les services.

Pour ce qui est des EDD (Espaces de dialogue), les représentants de Solidaires Finances Publiques sont plus que sceptiques quant aux résultats attendus de ce type de structure. Ceci s'apparente plus à de « la poudre aux yeux » qu'à un outil adapté à résoudre les problèmes affrontés par nos collègues dans les services et les postes.

Nous ne parlerons pas de l'opacité la plus totale qui a présidé au choix du facilitateur.

Enfin, le tableau de veille sociale est plus un outil de gestion de la pénurie (et encore...) qu'un réel moyen de répondre aux situations critiques rencontrées par la quasi totalité des postes et services de la DRFiP 13.

Aucun lien n'est volontairement établi par l'administration entre les constats du TBVS (manque d'effectifs, congés de maladie, abondement de CET...) et la pression insupportable que font peser les indicateurs.

L'autosatisfaction de la direction locale ne fait pas illusion. Les méthodes de management mises en place par l'administration pour répondre aux suppressions massives de Fonctionnaires ne peuvent que générer de la désespérance chez les agents de la DRFiP 13.

**Solidaires Finances Publiques ne cautionnera jamais cette politique destructrice.**